



REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DEPARTEMENT
DE LA
GUADELOUPE

COMMUNE DE
SAINTE ANNE

1^{ère} SESSION ORDINAIRE DU NOUVEAU CONSEIL MUNICIPAL
DU VENDREDI 17 JUILLET 2020

Numéro de la délibération
15^{ème} délibération

***Demande de subvention exceptionnelle à la DAC Guadeloupe pour le financement du projet
d'acquisition « lirévivre à Sainte-Anne ».***

L'an deux mille vingt et le dix-sept du mois de juillet, à seize heures vingt-sept minutes, le conseil municipal de la commune de SAINTE-ANNE, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie, sous la présidence de Monsieur Christian BAPTISTE, maire.

Convocation faite le
10 juillet 2020

Membres
en exercice : 35

Étaient présents :

M. Christian BAPTISTE, Mme Lydia FARO épouse COURIOL, M. Yves QUIQUEREZ, Mme Sylvia LAPTES, M. Francs BAPTISTE, Mme Olivia RAMOUTAR-BADAL, M. Patrick SOLVET, Mme Eddie MIXTUR, M. Marcel KANDASSAMY, Mme Mariette MANDRET épouse PASSAVE, M. Georges NARDIN, Mme Marie-Anièce MANNE, M. Hugues CHATEAUBON, Mme Evelyne VACHER, Mme Nicole BAZZOLI, M. Lucien GALVANI, Mme Marie-Louise ANDRE-LUBIN, Mme Dalila MARIE-JOSEPH, Mme Maude GEOFFROY, Mme Liliane MALACQUIS, M. Georges COUPE DE K/MARTIN, M. Eric LATCHOUMANIN, Mme Valérie HUGUES, Mme Mariane GRANDISSON, M. Fabrice DURO, M. Bruno DESIREE, M. Miguel TROUPE, M. Joé SOUBARAPA, M. Alain CUIRASSIER, Mme Nicole SOLVAR épouse SINIVASSIN, M. Patrick GALAS, Mme Jeannette COURIOL, M. Jacques KANCEL, Mme Kitty COURIOL épouse LOMBION, M. Sébastien GAUTHIER.

DÉLIBÉRATIONS
AFFICHÉES
Le 18 juillet 2020

SAINTE-ANNE,
Le 18 juillet 2020

Secrétaire de séance : Monsieur Miguel TROUPE

Le Maire de Sainte-Anne ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la circulaire du 26 mars 2019 relative au concours particulier aux bibliothèques ;

Vu la Charte des bibliothèques adoptée par le Conseil supérieur des bibliothèques le 7 novembre 1991 ;

Vu le courrier du 24 juin 2020 du Ministère de la Culture/DGMIC aux DRAC/DAC;

Considérant que la démocratisation de la culture et le développement de la lecture publique sont des objectifs prioritaires pour la ville ;

Considérant que l'offre du Ministère de la culture apparaît comme une opportunité d'anticiper le poste acquisition des collections;

Considérant que cette aide exceptionnelle permettra de renouveler l'offre régulière de la bibliothèque ;

Considérant que la lecture est une compétence essentielle pour aider l'individu à se frayer un chemin dans les méandres de la vie ;

Le Conseil municipal ;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE :

Article 1^{er} : d'approuver le projet « *Livré vivre à Sainte-Anne* ».

Article 2 : d'approuver la demande de subvention exceptionnelle à la DAC pour financer les acquisitions.

Article 3 : de donner tout pouvoir au Maire pour l'exécution de cette affaire.

Fait et délibéré à Sainte-Anne
Les jours, mois et an que dessus
Et ont signé les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Maire,

Christian BAPTISTE



N.B : Tout recours contre la présente délibération doit être adressé au Tribunal Administratif de Guadeloupe dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle elle est rendue exécutoire.

Les actes pris par la commune sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou affichage ou à leur notification aux intéressés ainsi qu'à leur transmission au représentant de l'Etat dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement. (L 2131-1 du CGCT). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible par le site www.telerecours.fr ».

Lirévivre à Sainte-Anne

« *Lirévivre à Sainte-Anne* » est un projet qui découle directement de la politique d'animation de la ville. Le pôle animation dont dépend la Médiathèque Osange Talis-Gane de la ville regroupe en effet trois directions : Affaires culturelles, Affaires sportives et Vie des quartiers, dont l'action transversale couvre l'ensemble du territoire de la ville et s'adresse à la population des administrés dans sa grande diversité.

La saison d'animation qui est élaborée chaque année, l'est autour d'un thème central qui conditionne l'ensemble des animations proposées à l'intérieur de ces 3 directions.

Le projet « Lirévivre » entend s'inspirer de la même dynamique et veut conditionner ainsi la politique d'acquisitions de la bibliothèque qu'il s'agisse de documents imprimés ou de documents numériques.

Démocratisation des pratiques, aide à la parentalité, sensibilisation aux risques des pratiques additives ou à l'intérêt de la pratique sportive pour le mieux être et pour la santé, meilleure connaissance de soi et des autres, lire pour s'informer, se former ou pour le plaisir, quelque soit la raison, « Lirévivre » signifie que la lecture est une compétence essentielle pour aider l'individu à se frayer un chemin dans les méandres de la vie ; les documents à acquérir seront aussi des outils qui œuvrent au sein du pôle animation.

Cette opportunité qui est offerte est une occasion à saisir pour faire l'acquisition de documentation qui sera disponible à la médiathèque sous forme de mallettes thématiques et permettra d'enrichir les animations, actions et collections.

Ce sera également le moment de renouveler l'offre régulière de la bibliothèque, de se doter d'ouvrages récents en lien avec l'actualité littéraire et également de proposer une offre adaptée renouvelée en album jeunesse et en bandes dessinées à destination du public jeune. Par ailleurs, la bibliothèque travaillant de façon régulière avec les scolaires et avec leurs enseignants ainsi qu'avec les différentes BCD de la ville à la sensibilisation à la lecture, il est important qu'elle puisse accompagner les BCD en mettant à leur disposition une offre adaptée à leurs besoins ou en lien avec les projets

d'école. Démocratiser la culture, la lecture, sensibiliser aux dangers, des pratiques addictives, accompagner à la parentalité ou simplement sensibiliser aux bienfaits de la lecture plaisir sont les objectifs de ce projet qui veut travailler à une plus grande démocratisation mais qui laisse clairement entendre que lire est essentiel pour le mieux vivre de tout un chacun.

Avec ce projet, nous faisons nôtre cette citation de Jules Renard qui disait « Chacune de nos lectures laisse une graine qui germe ». Jules renard / Journal 1894 - 1904

Ainsi que celle remplie de poésie d'Ernest Pépin, écrivain guadeloupéen qui a dit « Les peuples ont besoin de contes pour s'envoler sur les mots ».

Le projet « Lirévivre » s'articule donc autour de plusieurs axes ainsi présentés ci-dessous :

- ✓ **Lirévivre pour une parentalité responsable - Création de malles-lecture et mallettes numériques relatives aux problématiques de la parentalité**

Au sein de la direction Vie des quartiers du pôle animation est née une instance spécialement dédiée aux problématiques des familles « *Le Conseil des Droits et Devoirs des familles* » (CDDF). Il a pour objectif de venir en aide aux parents de mineurs en difficultés, de responsabiliser les parents, restaurer l'autorité parentale et le respect des valeurs de la République. Il crée un cadre de dialogue chargé à la fois d'écouter et de proposer des mesures d'accompagnement des familles rencontrant des difficultés dans l'éducation de leurs enfants.

Ces malles-lecture viendront s'ajouter aux différents outils accompagnant la mise en œuvre des animations dédiées aux parents/enfants.

- ✓ **Lirévivre pour un quotidien plus harmonieux - Création de mallettes-lectures et mallettes numériques relatives aux problématiques touchant les jeunes, les quartiers, les personnes en difficulté d'insertion...**

Le Conseil Local de Prévention de la Délinquance (**CLSPD**) de Sainte-Anne est une instance nationale chargée de la coordination locale du contrat local

de sécurité (CLS) ou de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance (STSPD). Il réunit, selon le territoire, l'ensemble des acteurs prenant part à l'application des politiques de sécurité et de prévention de la délinquance.

Ces malles-lecture viendront s'ajouter aux différents outils accompagnant la mise en œuvre des animations dédiées à la prévention de la délinquance dans les quartiers et sur le territoire et mises en place par le CLSPD de la ville.

✓ **Lirévvivre pour accompagner les BCD et les enseignants dans leurs missions**

Création de mallettes comprenant des livres (BD, romans, albums jeunesse) avec des titres d'auteurs locaux dans l'idée de sensibiliser les jeunes aux auteurs jeunesse locaux mais également des titres d'éditeurs, auteurs et illustrateurs qui se démarquent par leur ouverture et leur capacité à parler des rencontres, de la découverte du monde, des autres et de soi même, pour que la lecture redevienne un jalon de l'existence du jeune enfant et que cette pratique démarre le plus tôt possible et devienne quotidienne afin d'éviter les inégalités éducatives, culturelles, sociales et économiques qui se structurent dès la petite enfance, pour la prévention de l'illettrisme, pour le développement de l'enfant.

✓ **Lirévvivre pour accompagner les associations**

Création de mallettes-livres et autres documentation nécessaire à la formation des associations (dirigeants d'associations, budget, recherche de financement, bénévolat associatif...)

✓ **Lirévvivre au sein de la bibliothèque**

Renouvellement de l'offre en direction des publics jeunes (albums, bandes dessinées, romans jeunesse et périodiques.

Renouvellement de l'offre en direction des publics adultes (actualité éditoriale, bandes dessinées adultes, romans primés, livres des auteurs locaux, actualité des auteurs invités dans les festivals locaux...). Achat de documents pour le coin bébé-lecteur.

PLAN DE FINANCEMENT

DEPENSES (€) (TTC)		RECETTES (€) (TTC)	
Postes de dépenses	Montants	Co financeurs	Montants
Axe1	3000	DAC (80%)	41 600
Axe 2	3000	Commune (20%)	10400
Axe 3	12 000		
Axe 4	3000		
Axe 5	31 000		
Total	52 000	Total	52 000

La DAC précise que dans le cadre de ce projet, une attention particulière sera portée à la diversité des maisons d'édition et à leur pertinence au regard des 5 axes choisis.

Une liste indicative devra être remise à la conseillère livre avec le dossier de demande de DGD 2020.



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GUADELOUPE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des Affaires Culturelles

Service pôle création

Réf : NE/DAC2020-RC/PGF-080

Basse-Terre, le 29 juin 2020

MAIRIE DE SAINTS-AINÉ
Préfecture Générale des Services
Date d'arrivée : 08/07/2020
Destinataire : PA 1005
Objet :
 Pour information Pour attribution
 Pour suite Pour enquête
 À traiter

Objet : soutien exceptionnel, DGD 2020, achats de livres et documents,
bibliothèques des collectivités territoriales

Monsieur le Maire,

Afin de faire face à l'impact de la crise sanitaire actuelle sur les bibliothèques publiques et le secteur de l'économie du livre, le ministère de la Culture souhaite consolider les budgets d'acquisition de livres imprimés et documents sur tous supports (livres et abonnements numériques, CD, DVD). Cette aide aux bibliothèques a également vocation à soutenir en priorité la reprise d'activité des librairies de proximité en Guadeloupe.

Vous trouverez jointe à ce courrier, une fiche pratique qui précise la procédure DGD 2020 allégée mise en place pour vous permettre de déposer le cas échéant votre dossier complet avant le 7 septembre (envoi numérique) auprès de nos services.

Nathalie ERNY, conseillère pour le Livre et la Lecture, est à votre écoute et à celle de vos bibliothécaires pour vous permettre d'obtenir un soutien financier au meilleur taux afin d'enrichir et de développer votre offre culturelle tout en soutenant l'économie locale.

Le Directeur des Affaires Culturelles

François Derudder

PJ : fiche Dotation générale de décentralisation (DGD), soutien exceptionnel aux collections

Dotation générale de décentralisation (DGD) 2020

Circulaire du 26 mars 2019, concours particulier aux bibliothèques

Courrier du 24 juin 2020 (Ministère de la culture/DGMIC aux DRAC/DAC)

Objet : soutien exceptionnel, acquisitions des bibliothèques des collectivités territoriales

Acquisitions de collections de documents neufs sur tous supports (dont numérique)

- Ce dispositif exceptionnel porte uniquement sur la DGD 2020
- Il permet des acquisitions (fonctionnement non pérenne) sur 2020 et 2021.
- Il porte particulièrement sur les imprimés dans le cadre de la relance des librairies de proximité
- Seront éligibles les demandes d'au moins 5 000 € et de moins de 90 000 HT
- Dans la limite des crédits disponibles, le soutien de l'Etat sera calculé par rapport à l'ensemble du budget initial annuel d'acquisition
- Le dossier à constituer est simplifié :
 - une délibération (ou une décision de l'organe exécutif dûment habilité)
 - une note de présentation du projet (ex. : création de malles-lecture, d'un fonds thématique, création de collection numérique, livres animés, lecture et handicap...) précisant le budget initial 2020, avant accompagnement de l'Etat

La justification de la dépense (factures acquittées) sera à fournir avant le 31/12/2021

A retenir : selon la qualité des projets (ex : diversité des titres et éditeurs) et la dotation disponible, **les projets pourront être accompagnés jusqu' à 80 % du budget initial permettant ainsi :**

- le renouvellement accéléré des collections sur des supports divers (DVD, CD, numérique, documents imprimés)
- la relance de l'économie du livre par l'achat en librairie de proximité

Calendrier : 7 septembre 2020 (DAC, Livre et lecture)

Contact : Nathalie ERNY, conseillère pour le livre et la lecture,
05 90 41 14 66/ 06 90 68 27 39
nathalie.erny@culture.gouv.fr

Charte des bibliothèques

adoptée par le Conseil supérieur des bibliothèques le 7 novembre 1991

■ ■ ■ Article 1

Pour exercer les droits à la formation permanente, à l'information et à la culture reconnus par la Constitution¹, tout citoyen doit pouvoir, tout au long de sa vie, accéder librement aux livres et aux autres sources documentaires.

■ ■ ■ Article 2

La présente charte a pour objet de définir les conditions d'exercice de ces droits, les missions des bibliothèques qui dépendent de collectivités publiques², et les obligations respectives de ces collectivités dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur³ et des dispositions particulières relatives à la préservation du patrimoine.

TITRE I

Missions et accessibilité des bibliothèques

■ ■ ■ Article 3

La bibliothèque est un service public nécessaire à l'exercice de la démocratie. Elle doit assurer l'égalité d'accès à la lecture et aux sources documentaires pour permettre l'indépendance intellectuelle de chaque individu et contribuer au progrès de la société.

■ ■ ■ Article 4

Les bibliothèques qui dépendent des collectivités publiques sont ouvertes à tous. Aucun citoyen ne doit en être exclu du fait de sa situation personnelle⁴. En conséquence, elles doivent rendre leurs collections accessibles par tous les moyens appropriés, notamment par des locaux d'accès facile, des horaires d'ouverture adaptés aux besoins du public, des équipements de desserte de proximité et le recours aux techniques de communication à distance.

- 1 Constitution du 4 octobre 1958, préambule reprenant celui de la Constitution du 27 octobre 1946 : La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'Etat.
- 2 Par collectivité publique, nous entendons non seulement l'Etat, les collectivités locales et les établissements publics, mais toute personne morale de droit public et les personnes morales de droit privé contrôlées par des personnes morales de droit public.
- 3 Notamment celles concernant la propriété littéraire et artistique (lois du 11 mars 1957 et du 3 juillet 1985), les archives (loi du 3 janvier 1979) et les publications destinées à la jeunesse (loi du 16 juillet 1949), ainsi que, pour les bibliothèques publiques, le décret sur leur contrôle technique de l'Etat du 9 novembre 1988.
- 4 Notamment les personnes empêchées ou éloignées ; par personnes empêchées, nous entendons les personnes malades ou hospitalisées, les militaires, les détenus ; par personnes éloignées nous entendons celles qui habitent des petites communes rurales ou à l'étranger. Cf. la législation en la matière, notamment la loi du 30 juin 1975 précisée par le décret du 1er février 1978 et la circulaire du ministère des affaires sociales du 29 janvier 1979 sur les mesures destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les installations ouvertes au public.

Article 5

L'accès du public à l'information, à la formation et à la culture est d'abord assuré dans le cadre du réseau des bibliothèques de lecture publique. Les bibliothèques scolaires sont ouvertes aux élèves et à ceux qui concourent à leur formation. Elles peuvent également être ouvertes à d'autres utilisateurs dans le cadre des conventions prévues par la loi⁵. Les bibliothèques universitaires et spécialisées sont ouvertes aux usagers et aux personnels des établissements dont elles dépendent. Elles sont également ouvertes à d'autres utilisateurs dans des conditions précisées par les autorités responsables. D'une manière générale, toute bibliothèque doit s'inscrire dans un ensemble organisé dont l'objectif est de fonctionner en réseau. En conséquence, toute demande doit pouvoir être satisfaite. Les bibliothèques ont un rôle de formation des usagers aux méthodes de recherche des documents ainsi qu'à l'utilisation des réseaux documentaires.

Article 6

La consultation sur place des catalogues et des collections doit être gratuite pour l'utilisateur. Les autres services proposés par la bibliothèque peuvent être tarifés au moindre prix, notamment ceux qui sont rendus à distance, ceux qui donnent lieu à la délivrance d'un document dont l'utilisateur devient propriétaire⁶, ou à une recherche documentaire individualisée approfondie⁷. Il est souhaitable que le prêt à domicile soit aussi gratuit ou qu'il fasse l'objet des exonérations les plus larges en faveur des enfants et des adolescents, des publics empêchés ou défavorisés.

Article 7

Les collections des bibliothèques des collectivités publiques doivent être représentatives, chacune à son niveau ou dans sa spécialité, de l'ensemble des connaissances, des courants d'opinion et des productions éditoriales. Elles doivent répondre aux intérêts de tous les membres de la collectivité à desservir et de tous les courants d'opinion, dans le respect de la Constitution et des lois. Elles doivent être régulièrement renouvelées et actualisées. Les collections des bibliothèques universitaires et spécialisées doivent également répondre aux besoins d'enseignement et de recherche des établissements en cohérence avec les fonds existants et avec ceux des bibliothèques appartenant au même ensemble ou à la même spécialité. D'une manière générale, chaque bibliothèque doit élaborer et publier la politique de développement de ses collections et de ses services en concertation avec les bibliothèques proches ou apparentées.

Article 8

Toute bibliothèque d'une collectivité publique est responsable des fonds et documents patrimoniaux dont elle a la propriété ou l'usage. Les collections patrimoniales sont formées des collections nationales constituées par dépôt légal et des documents anciens⁸, rares ou précieux⁹. Elles sont soumises à des règles particulières de désaffectation ou d'échange¹⁰. Leurs conditions de conservation satisfont aux règles

- 5 Décret du 8 août 1985 sur les activités éducatives, sportives et culturelles complémentaires organisées par les communes, départements ou régions, dans les établissements d'enseignement public pendant les heures d'ouverture. Circulaire du 22 mars 1985 relative aux modalités de mise à disposition, prévue par l'article 19 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.
- 6 Ceci vise entre autres les listages résultant des recherches menées sur les bases de données et les reproductions de documents sur tous supports emportés par l'utilisateur.
- 7 Par recherche documentaire individualisée approfondie, on entend une recherche menée par le personnel de la bibliothèque à la demande exclusive d'un usager ou d'un groupe d'utilisateurs et qui excède les informations nécessaires à la consultation des collections.
- 8 Par document on entend non seulement les unités bibliographiques mais des collections dont la valeur globale peut être sans rapport avec celle de chacun des éléments qui la composent. Il faut entendre aussi le document dans sa particularité dont la valeur peut être sans rapport avec celle des autres exemplaires connus.
- 9 Par document ancien, on entend tout document de plus de cent ans d'âge. - Par document rare, on entend tout document qui ne se trouve dans aucune autre bibliothèque proche ou apparentée, ou pour une bibliothèque spécialisée tout document qui entre dans sa spécialité. - Le caractère précieux d'un document doit être, indépendamment de sa rareté, apprécié en fonction de sa valeur vénale, culturelle ou scientifique, en particulier pour les documents d'intérêt local ou ceux qui entrent dans la spécialité d'une bibliothèque spécialisée.
- 10 Ces règles s'ajoutent aux procédures des Domaines. Elles satisfont pour les bibliothèques municipales en particulier aux dispositions du Code des communes (R. 341-1 à 341-5) Livre II, Titre IV, modifié par le décret 88-1037 du 9 novembre 1988.

techniques en usage et sont soumises au contrôle technique de l'Etat¹¹. Les collections patrimoniales doivent être traitées et mises en valeur¹² par les collectivités publiques qui en ont la propriété ou l'usage. Les responsabilités patrimoniales des bibliothèques des collectivités publiques doivent être assurées dans le cadre de coopérations, notamment par la constitution de catalogues collectifs, la gestion d'équipements collectifs, le développement d'une politique de conservation, de reproduction et de plans de sauvegarde concertés.

TITRE II Rôle de l'Etat

■ ■ ■ Article 9

L'Etat définit la politique nationale des bibliothèques dans chacun des secteurs concernés. A cet effet il peut développer des programmes d'intérêt national. L'Etat doit prendre les mesures propres à corriger les inégalités dans l'accès à la lecture et à la documentation et veiller à l'équilibre des ressources documentaires sur l'ensemble du territoire.

■ ■ ■ Article 10

L'Etat a des responsabilités particulières en ce qui concerne les fonds patrimoniaux des bibliothèques. Il doit exercer son contrôle et intervenir lorsque l'intégrité des documents est menacée. Il doit donner les conseils nécessaires et émettre toute recommandation utile à leur préservation et à leur mise en valeur, notamment en tenant le registre des documents techniques appropriés. Il organise le dépôt légal. Il est responsable du recensement et de l'inventaire général du patrimoine national et de sa diffusion. Il doit favoriser les actions de concertation et de coopération dans le domaine patrimonial.

■ ■ ■ Article 11

L'Etat assure le contrôle technique des bibliothèques dépendant des collectivités publiques.

■ ■ ■ Article 12

L'Etat assure la mise en place et la cohésion de services collectifs nationaux entre les bibliothèques¹³.

■ ■ ■ Article 13

L'Etat doit assurer le fonctionnement de la bibliothèque nationale chargée de collecter, de cataloguer, de conserver, de mettre à la disposition du public et d'exploiter les documents soumis au dépôt légal dont elle a la responsabilité¹⁴. Cette bibliothèque nationale constitue des collections de référence de la production étrangère et de la production relative à la France ou de langue française. Elle conserve les publications

11 Par condition de conservation on entend toute mesure de surveillance, de protection, de reproduction et de communication propre à préserver l'intégrité du document.

12 Par traitées et mises en valeur on entend non seulement les mesures de préservation mentionnées à l'article précédent, mais le signalement spécifique dans les catalogues collectifs, la description et l'étude scientifique, la présentation au public et la communication, si besoin est sous forme d'un substitut. S'il s'agit de documents qui ne sont pas tombés dans le domaine public, leur reproduction doit se faire dans le respect de la loi sur la propriété littéraire et artistique.

13 Notamment en matière de : catalogues collectifs nationaux circulation et échange de notices bibliographiques listes d'autorités nationales normes scientifiques et techniques circulation et échange de documents plans concertés d'évaluation et de développement de collections.

14 Décret n° 83-226 du 22 mars 1983 relatif à l'organisation et au régime financier de la Bibliothèque nationale.

officielles étrangères acquises en application des accords d'échanges internationaux de publications officielles. Elle conduit des programmes de recherche nationaux. Elle est responsable de l'établissement et de l'accessibilité de la bibliographie nationale. Elle participe à la définition de la politique des services collectifs nationaux, à l'établissement des règles de normalisation bibliographique et à leur mise en œuvre. Elle participe aux programmes internationaux de coopération avec les autres bibliothèques nationales et les organismes internationaux de contrôle bibliographique.

■■■ Article 14

L'Etat recueille toutes les données propres à l'évaluation quantitative et qualitative de l'activité des bibliothèques dépendant des collectivités publiques et en assure l'exploitation sur le plan national et international. A ce titre, il tient à jour la carte documentaire de la France.

■■■ Article 15

L'Etat rassemble et complète les études techniques utiles au bon fonctionnement des bibliothèques et à leur coopération. Il initie les programmes de recherche fondamentale nécessaires. Il en fait bénéficier l'ensemble des collectivités qui peuvent demander des avis sur leurs projets et solliciter des expertises. A cette fin, l'Etat, en accord avec les organismes compétents, assure le fonctionnement de services administratifs et techniques ou de bibliothèques pilotes.

■■■ Article 16

L'Etat peut assurer le fonctionnement partiel ou total de bibliothèques chargées de constituer des collections d'intérêt particulier ou de remplir des services d'intérêt national.

■■■ Article 17

L'Etat prend toutes les initiatives propres à favoriser la coopération entre les bibliothèques et lui fournit des cadres réglementaires. L'Etat coordonne et encourage les programmes de coopération internationale des bibliothèques françaises et la connexion des réseaux français aux réseaux internationaux.

■■■ Article 18 : bibliothèques françaises à l'étranger

L'Etat entretient à l'étranger un réseau de bibliothèques qui contribuent à la présence et au rayonnement de la culture française. Ainsi, tout établissement culturel français à l'étranger doit entretenir ou constituer un service de bibliothèque destiné non seulement à la communauté des français résidant à l'étranger mais aussi au public du pays concerné.

■■■ Article 19 : bibliothèques des administrations

Les administrations de l'Etat doivent donner accès à l'information qu'elles produisent, dans les conditions déterminées par la Commission d'accès aux documents administratifs, notamment par le moyen de bibliothèques ouvertes au public ou inscrites dans un réseau accessible au public.

■■■ Article 20 : bibliothèques et centres de documentation et d'information des lycées et collèges

Les établissements scolaires du second degré sont dotés de centres de documentation et d'information gérés et animés par un personnel qualifié nommé par l'Etat.

■■■ Article 21

L'Etat assure le fonctionnement indépendant d'un Conseil supérieur des bibliothèques qui a pour mission de formuler des avis et des propositions sur tout ce qui touche à la coordination des bibliothèques et des centres de documentation et aux conditions de leur développement.

TITRE III

Responsabilité et compétences des collectivités

■■■ Article 22

Toute collectivité publique doit assurer l'accès des citoyens à la formation, l'information et la culture en favorisant le fonctionnement d'un service de lecture publique.

■■■ Article 23

Une bibliothèque dépendant d'une collectivité publique nécessite la conjonction de trois conditions :

- la constitution d'une collection régulièrement renouvelée de documents accessibles au public,
- la nomination d'un personnel qualifié, soit recruté conformément aux statuts de la fonction publique, soit, dans le cas de recours à un personnel volontaire non rétribué, formé et encadré par ce personnel,
- l'aménagement et l'entretien de locaux publics ou ayant l'agrément des pouvoirs publics.

■■■ Article 24 : rôle des communes

Toute commune doit assurer le développement, la conservation et l'accès au public des collections dont elle est propriétaire ou dont elle a l'usage. Les communes de plus de dix mille habitants doivent le faire dans le cadre des services d'une bibliothèque municipale ou intercommunale. Les communes de moins de dix mille habitants peuvent avoir recours, pour assurer leur mission, aux services du département et à des services intercommunaux dans les cadres réglementaires et législatifs prévus à cet effet¹⁵. Les bibliothèques municipales ou intercommunales doivent constituer et entretenir, en concertation avec les archives et les musées, un fonds d'intérêt local. Les bibliothèques municipales ou intercommunales doivent contribuer sur leur territoire au développement de la lecture et à l'action culturelle qui lui est liée, en concertation avec les autres organismes et partenaires communaux. La commune veille à l'accès des enfants au livre notamment par le moyen de bibliothèques d'écoles, de bibliothèques centres documentaires et en organisant les relations entre la bibliothèque municipale ou intercommunale et les écoles.

■■■ Article 25 : rôle des départements

Le département doit assurer le développement et la conservation des collections dont il est propriétaire ou dont il a l'usage et leur accès au public dans le cadre d'un service départemental de la lecture publique et par la desserte des communes de moins de dix mille habitants. Le service départemental favorise la création et le développement de bibliothèques municipales ou intercommunales, notamment par des actions de formation, de conseil et d'assistance technique. Le service départemental doit organiser la coopération entre les bibliothèques qu'il dessert notamment en matière de formation continue, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine, de réseau documentaire et d'action culturelle. Le service départemental doit, dans le cadre de ses missions de solidarité sociale, veiller à ce que soient assurés la desserte et le développement de la lecture des publics placés dans des conditions particulières dans les établissements situés sur son territoire. Le service départemental doit contribuer sur le territoire départemental au développement de la lecture et à l'action culturelle par des actions spécifiques en concertation avec les autres organismes du département. Le département participe à la constitution et au renouvellement des collections documentaires des bibliothèques et des centres de documentation et d'information des collèges, notamment dans le cadre de la subvention de fonctionnement qu'il leur alloue. Cette subvention s'ajoute aux dépenses pédagogiques prises en charge par l'Etat¹⁶.

¹⁵ Loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, art. 23 : Le département apporte aux communes qui le demandent son soutien à l'exercice de leur compétence.

¹⁶ Cette subvention est prévue par le décret du 25 février 1985. Elle s'ajoute aussi au financement par l'Etat de projets spécifiques notamment dans le cadre des projets d'action éducative.

■ ■ ■ Article 26 : rôle des régions

La région favorise la constitution, le développement, la conservation, l'accessibilité et la mise en valeur de fonds documentaires ou patrimoniaux d'intérêt régional¹⁷. Elle contribue aux actions d'intérêt régional menées par les bibliothèques de la région. Elle peut élaborer les outils collectifs permettant aux bibliothèques de la région d'assurer ces missions. La région participe à la constitution et au renouvellement des collections documentaires des bibliothèques et des centres de documentation et d'information des lycées, notamment dans le cadre de la subvention de fonctionnement qu'elle leur alloue. Cette subvention s'ajoute aux dépenses pédagogiques prises en charge par l'Etat.

■ ■ ■ Article 27 : rôle des universités¹⁸

Afin d'assurer les missions qui leur ont été reconnues en matière de formation initiale et continue, de recherche scientifique et technique, de diffusion de la culture et de l'information scientifique et technique ainsi que de coopération internationale, chaque université crée un service commun de la documentation ou bibliothèque universitaire¹⁹. Les bibliothèques assurent la conservation et l'enrichissement des collections qui leur sont confiées. L'université assure aux services communs de la documentation²⁰ les moyens suffisants pour accomplir leur mission, en personnel, locaux et crédits, que ceux-ci proviennent de l'Etat, des collectivités territoriales ou des moyens qu'elle leur affecte elle-même. Elle favorise l'association ou l'intégration des bibliothèques et centres de documentation de l'université au service commun de la documentation. Elle favorise la mise en place d'actions de coopération entre les bibliothèques universitaires et les autres organismes documentaires de la région.

Extrait du "Rapport du président pour l'année 1991"

**publié par l'Association du Conseil supérieur des bibliothèques
avec le concours des ministères de l'Education nationale, de la Culture et de la Recherche**

17 Loi du 2 mars 1982, art. 59 : Le Conseil régional a compétence pour promouvoir le développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de la région et l'aménagement de son territoire pour assurer la préservation de son identité, dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des départements et des communes.

18 Loi 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur, art. 4.

19 Ces services peuvent être communs à plusieurs universités : services interétablissements de coopération documentaire ou bibliothèques interuniversitaires.

20 Cf. note 19